



**PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**Recueil spécial 26 août 2021**

# **SOMMAIRE**

## **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER**

### **SER**

. Arrêté DDTM-SER-2021236-0001 du 24 avril 2021 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers sur la commune de Le Barcarès

### **SEA**

. Arrêté DDTM/SEA/2021238-0001 du 26 août 2021 fixant le ban des vendanges pour le muscat à petits grains B, en vue de la production d'AOC Grand Roussillon, Muscat de Rivesaltes, Maury, Rivesaltes, zone 2

## **DELEGATION DEPARTEMENTALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE**

. Arrêté DDARS66-APTSP-EDCH-2021-231-001 du 19 août 2021 portant abrogation de l'arrêté 2015029-0020 modifié portant déclaration d'utilité publique des travaux effectués en vue de l'alimentation en eau des communes de Belesta et Cassagnes et valant autorisation de distribution

# **DIRSO**

. Arrêté du 25 août 2021 portant subdélégation de signature de M. Hubert FERRY-WILCZEK, directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest à ses collaborateurs

## PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer**  
Service Eau et Risques

Unité Prévention des risques

Dossier suivi par :  
Jacques Lacroix

☎ : 04 68 38 10 53  
☎ : 04.68.38.10.59  
✉ : jacques.lacroix  
@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le **24 AOUT 2021**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°DDTM/SER/2021~~236-0001~~

relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers sur la commune de Le-Barcarès

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 ;

VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

VU l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2019365-0002 du 31/12/2019 fixant la liste des communes soumises à l'obligation d'information prévue à l'article L 125-5 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2021-208-0001 du 27/07/2021 rendant immédiatement opposables certaines prescriptions du projet de plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la commune Le-Barcarès ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

Les documents nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune **Le-Barcarès** comprend la mention des risques naturels et technologiques pris en compte, la cartographie des zones exposées, l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer, le lien internet de la liste actualisée des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique et le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune.

Il est librement consultable en mairie de **Le-Barcarès**, à la Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales (DDTM) et accessible depuis le site internet des services de l'État dans le département à l'adresse suivante :

<http://www.pyrenees-orientales.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/Information-des-Acquereurs-et-des-Locataires-IAL/Dossier-communal-d-information>

Le document communal d'information sera mis à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L 125-5 du code de l'environnement.

### Article 2 :

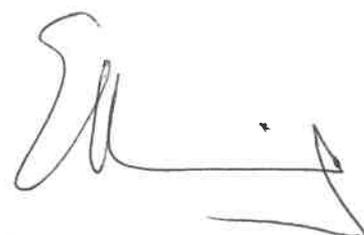
Une copie du présent arrêté et du document communal d'information qui lui est annexé est adressée au maire de la commune de **Le-Barcarès** et à la Chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. L'affichage en mairie est justifié par un certificat d'affichage du maire transmis à la DDTM des Pyrénées-Orientales – Service Eau et Risques – Prévention des risques naturels – 2 rue Jean Richepin – BP 50909 – 66020 PERPIGNAN CEDEX.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et fera l'objet d'un avis de publication dans le journal L'Indépendant.

### Article 3 :

Monsieur le Secrétaire Général de Préfecture, Messieurs les Sous-préfets, Monsieur le Maire et Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le Préfet

**Etienne STOSKOPF**



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Economie Agricole  
Unité Feader HSI-GC-Filières-Crises-Structures  
Dossier suivi par : Ludovic SERVANT  
Tél : 04 68 38 10 34  
ludovic.servant@pyrenees-orientales.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SEA/2021238-0001 du 26 Août 2021 fixant le ban des vendanges pour le Muscat à petits grains B en vue de la production d'A.O.C. « Grand Roussillon », « Muscat de Rivesaltes », « Maury », « Rivesaltes » - Zone 2.**

-----

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

**VU** l'article D 645-6 du code rural et de la pêche maritime relatif à la fixation du ban des vendanges,

**VU** les cahiers des charges homologués par décret en date du 01/12/2011 de l'appellation Grand Roussillon, 23/11/2011 de l'appellation Maury, 30/11/2011 de l'appellation Muscat de Rivesaltes et du 02/05/2011 de l'appellation Rivesaltes ;

**VU** l'arrêté préfectoral N°PREF/SCPPAT/2020327- 0020 en date du 24 Août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Cyril VANROYE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

**VU** la décision du 26 mars 2021 donnant subdélégation de signature à certains agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées Orientales ;

**VU** l'avis des Organismes de Défense et de Gestion (ODG) concernés ;

Sur la proposition de la Déléguée Territoriale de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité ;

## ARRÊTÉ

**Article 1 :** Le début de la récolte du cépage Muscat à petits grains B en vue de la production d'A.O.C « Muscat de Rivesaltes », « Rivesaltes », « Maury », et « Grand Roussillon » est fixé impérativement au **Judi 26 Août 2021** pour les communes suivantes :

### ZONE 2

Liste des communes de :

Argelès-sur-Mer, Bages, Banyuls-dels-Aspres, Banyuls-sur-Mer, Le Boulou, Brouilla, Canohès, Castelnou, Cerbère, Collioure, Corbère, Corbère-les-Cabanes, Corneilla-del-Vercol, Elne, Estagel, Fourques, Laroque-des-Albères, Latour-Bas-Elne, Latour-de-France, Llupia, Maury, Millas, Montescot, Montesquieu-des-Albères, Montner, Néfiach, Opoul-Périllos, Ortaffa, Palau-del-Vidre, Passa, Planèzes, Pollestres, Ponteilla, Port-Vendres, Rasiguères, Saint-André, Sainte-Colombe-de-la-Commanderie, Saint-Féliu-d'Amont, Saint-Féliu-d'Avall, Saint-Génis-des-Fontaines, Saint-Jean-Lasseille, Le Soler, Sorède, Tautavel, Terrats, Thuir, Toulouges, Tresserre, Trouillas, Villemolaque, Villelongue-dels-Monts, Villeneuve-de-la-Raho, Vingrau.

**Article 2 :** Les vins issus de raisins provenant du cépage Muscat à petits petits grains B récoltés sur le territoire des communes précédentes **avant le jeudi 26 Août 2021 perdent tout droit à l'Appellation**, sauf dérogations conformément au I de l'Article 645-6 du code rural et de la pêche maritime.

**Article 3 :** le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécurse citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**Article 4 :** le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le 26 Août 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
des Territoires et de la Mer,  
Le Chef du Service de l'Economie Agricole,



Didier THOMAS



# PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Agence Régionale de Santé  
Délégation Départementale des Pyrénées Orientales  
Pôle animation des politiques territoriales de santé publique  
Unité prévention et promotion santé environnementale  
Cellule EDCH



**ARRETE PREFECTORAL DDARS66-APTSP-EDCH-2021-231-001 portant abrogation de l'arrêté préfectoral N° 2015029-0020 modifié portant déclaration d'utilité publique des travaux effectués en vue de l'alimentation en eau des communes de BELESTA et CASSAGNES et valant autorisation de distribution**

Drain « aval barrage Agly » situé sur la commune de CASSAGNES  
COMMISSION SYNDICALE BELESTA - PERPIGNAN MEDITERRANEE METROPOLE

**Le Préfet des Pyrénées Orientales,**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique modifié ;

VU le Code de l'Environnement modifié, notamment les articles L.210-1 à L.215-24, L. 332-6 à 332-9, R. 214-1 à 60 et R.332-23 à 25 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment, les articles L. 126-1, R. 126-1 et R. 126-2 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015029-0020 du 29 janvier 2015 portant déclaration d'utilité publique des travaux effectués en vue de l'alimentation en eau des communes de BELESTA et CASSAGNES valant autorisation de distribution au titre de la loi sur l'eau – « Drain aval barrage Agly » situé sur la commune de CASSAGNES;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-203-002 du 22 juillet 2019 portant modification de l'arrêté du n°2015029-0020 du 29 janvier 2015 ;

VU la délibération de la commission syndicale du 24 mars 2021 validant l'abandon définitif du puits et du drain et demandant à M. le Préfet l'abrogation de la déclaration d'utilité publique du captage « drain aval barrage Agly » ;

VU le courrier de la présidente du Conseil Départemental 66 en date du 28 juillet 2021, demandant à la commission syndicale Bélesta-Perpignan Méditerranée Métropole l'abandon du captage d'eau potable situé en aval du barrage Agly, celui-ci constituant un point de fragilité de la fosse aval du barrage ;

**CONSIDERANT** que la situation du captage « drain aval barrage Agly » en aval immédiat du barrage dans la zone de dissipation d'énergie des déversoirs, entraîne en cas de forte crue, de graves altérations qualitatives de l'eau captée ;

**CONSIDERANT** que la dégradation de la qualité des eaux captées entraîne des restrictions des usages alimentaires de l'eau pour la population desservie, pendant de relativement longues périodes ;

**CONSIDERANT** que cet ouvrage de captage partiellement détruit par la crue de la tempête Gloria en janvier 2020 nécessiterait de lourds travaux de restauration ;

**CONSIDERANT** que des travaux d'enrochement nécessaires à la sécurisation du barrage doivent être réalisés impérativement à l'automne 2021 et que ces travaux sont incompatibles avec l'exploitation du captage d'eau potable ;

**CONSIDERANT** que l'alimentation en eau des communes de BELESTA et CASSAGNES peut être assurée dans un premier temps par la prise d'eau « conduite forcée barrage Agly » située sur la commune de CASSAGNES, et autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2015029-0019 du 29 janvier 2015 modifié ;

**CONSIDERANT** que cette ressource est suffisante quantitativement pour subvenir aux besoins en eau des deux communes de BELESTA et CASSAGNES ;

**CONSIDERANT** que la filière de traitement doit être améliorée ;

**CONSIDERANT** que la recherche d'une ressource alternative est actuellement en cours ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

#### **Abrogation de l'arrêté préfectoral n° 2015029-0020 du 29 janvier 2015 :**

L'arrêté préfectoral n° 2015029-0020 du 29 janvier 2015 portant déclaration d'utilité publique des travaux effectués en vue de l'alimentation en eau des communes de BELESTA et CASSAGNES et l'arrêté préfectoral n° 2019-203-002 le modifiant, sont abrogés.

### **ARTICLE 2 :**

#### **Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis à :

✎ Monsieur le Président de la commission syndicale BELESTA PERPIGNAN MEDITERRANEE METROPOLE en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage au siège de la commission syndicale BELESTA PERPIGNAN MEDITERRANEE METROPOLE pendant une durée minimale de deux mois,

✎ Monsieur le Maire de la commune de CASSAGNES en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage à la mairie de CASSAGNES pendant une durée minimale de deux mois,
- de la mise à jour des documents d'urbanisme.

✎ Monsieur le Maire de la commune de CARAMANY en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage à la mairie de CARAMANY pendant une durée minimale de deux mois,
- de la mise à jour des documents d'urbanisme.

▼ Monsieur le Maire de la commune de TRILLA en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage à la mairie de TRILLA pendant une durée minimale de deux mois,
- de la mise à jour des documents d'urbanisme.

▼ Monsieur le Maire de la commune de BELESTA en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage à la mairie de BELESTA pendant une durée minimale de deux mois,
- de la mise à jour des documents d'urbanisme.

▼ Monsieur le Maire de la commune d'ANSIGNAN en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- de la mise à disposition du public,
- de l'affichage à la mairie d'ANSIGNAN pendant une durée minimale de deux mois,
- de la mise à jour des documents d'urbanisme.

**En outre :**

L'arrêté sera mentionné au recueil des actes administratifs de la Préfecture,

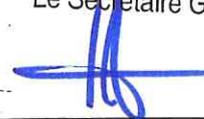
**ARTICLE 3 :**

**Exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales,  
M. le Sous-préfet de l'arrondissement de Prades,  
M. le Président de la commission syndicale BELESTA PERPIGNAN MEDITERRANEE METROPOLE,  
M. le Maire de la commune de CASSAGNES,  
M. le Maire de la commune de CARAMANY,  
M. le Maire de la commune de TRILLA,  
M. le Maire de la commune de BELESTA,  
M. le Maire de la commune d'ANSIGNAN,  
M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,  
M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,  
M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera mentionné au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à PERPIGNAN, le 19 aout 2021

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Kévin MAZOYER

**Délais et voies de recours :**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet des Pyrénées-Orientales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.*

*Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction Générale de la Santé - EA 4, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.*

*Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Montpellier (6, rue Pitot 34000 Montpellier), également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.*

*Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*





**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ORIENTALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction interdépartementale des routes  
Sud-Ouest**

**Arrêté portant subdélégation de signature de Monsieur Hubert FERRY-WILCZEK,  
directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest**

**LE DIRECTEUR INTERDEPARTEMENTAL DES  
ROUTES SUD-OUEST**

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de la route ;

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983, modifiée et complétée par la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements;

**VU** le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

**VU** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant de Monsieur Étienne STOSKOPF, Préfet des Pyrénées-Orientales ;

**VU** l'arrêté interministériel en date du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 septembre 2015 nommant Monsieur Hubert FERRY-WILCZEK, directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest;

**VU** l'arrêté préfectoral PREF/SCPPAT/2020327-0043 du 24 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Hubert FERRY-WILCZEK, directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er.** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hubert FERRY-WILCZEK, la délégation de signature est donnée à Madame Anne CALMET, directrice adjointe, pour les domaines suivants concernant le réseau routier national du ressort de la Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest dans le département des Pyrénées-Orientales :

<b>A/ GESTION ET CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER NATIONAL</b>	
A-1	● Délivrance des alignements individuels, contrôle des alignements.
A-2	● Occupation temporaire du domaine public routier et ses dépendances (permission en cas d'emprise, permis de stationnement dans les autres cas), actes d'administration des dépendances du domaine public routier.
A-3	● Délivrance des accords de voirie pour : 1. Les ouvrages de transports et distribution d'énergie électrique, 2. Les ouvrages de transports et distribution de gaz,
A-4	● Délivrance d'autorisation de voirie sur RN concernant : - la pose de canalisations d'eau, d'assainissement, d'hydrocarbures, - les ouvrages de télécommunication, - l'implantation de distributeurs de carburants : a) sur le domaine public (hors agglomération) ; b) sur terrain privé (hors agglomération et en agglomération).
A-5	● Agrément des conditions d'accès au réseau routier national.
A-6	● Autorisation de remise à l'administration des domaines des terrains devenus inutiles au service des routes nationales.
A-7	● en l'absence d'un règlement local de publicité, la mise en demeure prévue à l'article L.581 et suivants du code de l'environnement de supprimer ou de mettre en conformité les publicités, enseignes ou préenseignes irrégulières au regard des dispositions législatives ou réglementaires ; ● la mise en demeure et la mise en œuvre des procédures d'urgence prévues à l'article R418-9 (II) du code de la route
<b>B/ EXPLOITATION DES ROUTES NATIONALES</b>	
B-1	● Réglementation de la circulation sur les ponts des routes nationales et autoroutes non concédées.
B-2	● Réglementation de police sur routes nationales et autoroutes non concédées : - stationnement ; - limitation de vitesse ; - intersection de route – priorité de passage – stop ; - implantation de feux tricolores ; - mises en service ; - limites d'agglomérations : avis dans le cadre du contrôle de la légalité, avis préalable ; - autres dispositifs.
B-3	● Décisions de restrictions temporaires de circulation nécessitées pour tous les travaux ou évènements sur les routes nationales, les voies express, les autoroutes non concédées y compris pour les travaux entraînant une coupure

	de la route avec déviation de la circulation.
B-4	● Avis du Préfet sur arrêtés temporaires et permanents de circulation (ainsi que pour tout projet envisagé par les maires) sur les RN en agglomération.
B-5	● Établissement des barrières de dégel sur routes nationales et réglementation de la circulation pendant la fermeture.
B-6	● Autorisations en application des articles R421-2, R432-5 et R432-7 du Code de la Route (circulation à pied et présence de véhicules sur réseau autoroutier et routes express).
B-7	● Avis du gestionnaire lorsque la délivrance d'un permis de construire aurait pour effet la création ou la modification d'un accès sur une route nationale (art R.421-15 du code de l'urbanisme).
B-8	● Convention d'autorisation d'occupation, d'entretien et d'exploitation entre l'État et les collectivités locales pour les aménagements réalisés sur plusieurs domaines publics concernant notamment : la signalisation ; l'entretien des espaces verts ; l'éclairage ; l'entretien de la route.
<b>C/ AFFAIRES GENERALES</b>	
	● Notifications individuelles de maintien dans l'emploi adressées aux fonctionnaires et agents chargés de l'exploitation et de l'entretien des routes et des ouvrages, inscrits sur la liste des personnels susceptibles de devoir assurer un service continu en cas de grève.

**ARTICLE 2.** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert FERRY-WILCZEK, délégation est également donnée, dans le cadre de leurs attributions et des instructions qu'ils ont reçues, aux personnes et dans les conditions figurant dans le tableau ci-dessous :

FONCTION	NOM & PRENOM	DOMAINE
<b>Chef du SIGT</b>	<b>Ludovic ALIBERT</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Adjoint au chef du SIGT</b>	<b>Nicolas LE BAIL</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Chef du district sud</b>	<b>Jean-Hugues VOS</b>	<b>A (sauf A-6) B-3, B-4 (avis sur arrêtés temporaires uniquement), B-6 et B-7</b>
<b>Adjoint au chef du district sud</b>	<b>Thierry RIEU</b>	
<b>Chef du CIGT de Saint-Paul de Jarrat</b>	<b>Daniel DIGREGORIO</b>	
<b>Chef du CIGT de Toulouse</b>	<b>Carole BELIN</b>	<b>B-3, B-4 (avis sur arrêtés temporaires uniquement), B-6 et B-7</b>
<b>Chef du SMEE</b>	<b>Nathalie RICHER</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Chef de la division MO au SMEE</b>	<b>Jean François MESSAGER</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Chef de la division EE au SMEE</b>	<b>Eric CHAMARD</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Secrétaire général</b>	<b>Jean-Charles MOUREY</b>	<b>B6-C</b>
<b>Adjoint au Secrétaire général</b>	<b>Jean François ROLLAND</b>	<b>B6-C</b>

**ARTICLE 3.** L'arrêté du 29 janvier 2021 portant subdélégation de signature de Monsieur Hubert FERRY-WILCZEK, directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest, à ses collaborateurs est abrogé.

**ARTICLE 4.** Le directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest est chargé de l'application du présent arrêté dont un extrait sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Toulouse, le